



**CONCEPTION-RÉALISATION DES TRAVAUX  
D'AMENAGEMENT DU REZ-DE-RUE DU SITE ANNEXE  
« LUMIERE » DU CENTRE POMPIDOU**

**MARCHE N° 25-CP04-069-MA**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

**PHASE CANDIDATURES**

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à en prendre connaissance avant la remise de leur dossier.

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES  
CANDIDATURES :**

**16 OCTOBRE 2025 A 12H00**

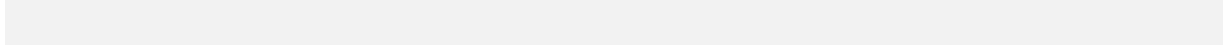
**Date limite pour poser des questions :**

**10 OCTOBRE 2025**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1   POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2   OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
2.1   CONTEXTE .....	4
2.2   OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
2.3   PÉRIMETRE .....	4
<b>ARTICLE 3   PROCEDURE DE PASSATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4   FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5   DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>5</b>
5.1   DURÉE .....	5
5.2   DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
<b>ARTICLE 6   ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7   DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
7.1   DATE DE DEMARRAGE DES PRESTATIONS .....	5
7.2   LANGUE .....	5
7.3   CAUTION ET GARANTIES EXIGÉES .....	6
7.4   DÉLAI DE PAIEMENT .....	6
7.5   AVANCE .....	6
7.6   MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT .....	6
7.7   MOYEN RETENU POUR LE PAIEMENT .....	6
7.8   GROUPEMENT .....	6
7.9   SOUS-TRAITANCE .....	6
7.10   VISITE .....	7
<b>ARTICLE 8   VARIANTES ET PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9   PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 10   CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11   PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>8</b>
11.1   GENERALITES .....	8
11.2   DOCUMENTS CONSTITUANT LA CANDIDATURE .....	8
11.3   OUVERTURE DES PLIS.....	9
11.4   EXAMEN DES CANDIDATURES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS .....	9
11.5   DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE .....	10
11.6   EXAMEN DES OFFRES.....	10
11.7   CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES .....	11
11.8   NEGOCIATIONS.....	12
11.9   DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE.....	13
11.10   MISE AU POINT DU MARCHÉ.....	13
<b>ARTICLE 12   CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>13</b>
12.1   CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES.....	13
12.2   SIGNATURE DES OFFRES.....	14
<b>ARTICLE 13   MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14   RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15   PRIME.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16   COMMUNICATION DES RÉSULTATS.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 17   VOIES DE RECOURS.....</b>	<b>15</b>

<b>ARTICLE 18   PROCEDURE DE DEPOT DES PLIS ELECTRONIQUE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 19   SIGNATURE ELECTRONIQUE .....</b>	<b>16</b>
19.1   EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE .....	17
19.2   OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS .....	17
<b>ARTICLE 20   MODALITES DE TRANSMISSION D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE .....</b>	<b>18</b>



## ARTICLE 1 | POUVOIR ADJUDICATEUR

Pouvoir adjudicateur :  
Centre national d'art et de culture Georges Pompidou  
75191 Paris Cedex 04

Le marché sera conclu avec cet établissement.

Assistant à maîtrise d'ouvrage :  
MAYA Advisors

## ARTICLE 2 | OBJET DE LA CONSULTATION

### 2.1 | CONTEXTE

Le site principal du Centre Pompidou ferme progressivement au public en 2025 afin d'engager un programme ambitieux de plusieurs années de rénovation et de réaménagement de ses espaces jusqu'en 2030. Les activités de l'établissement vont alors cesser au sein du site principal et se déployer hors les murs, dans le cadre de multiples partenariats avec des lieux culturels à Paris, en région et à l'international.

Une partie des services de l'établissement est quant à elle relogée dans des bâtiments satellites, dont le bâtiment « Lumière ». C'est dans ce contexte que la conclusion d'un marché de travaux permettant l'aménagement du site est engagée.

### 2.2 | OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet un marché de conception-réalisation des travaux d'aménagement du rez-de-rue du site annexe dit « Lumière » du Centre Pompidou, ci-après dénommé « le Centre » ou « le Centre Pompidou » ou « la personne publique » ou « le pouvoir adjudicateur ».

L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes précisent la description des prestations et leurs spécifications techniques ainsi que les modalités d'exécution du marché.

### 2.3 | PÉRIMETRE

Le marché objet de la présente consultation est un marché de conception-réalisation au titre de l'article L. 2171-2 du code de la commande publique.

## ARTICLE 3 | PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

La présente procédure est restreinte : elle contient une phase « candidatures » et une phase « offres ».

Code CPV principal : 45300000-0 – Travaux d'équipement du bâtiment  
Codes CPV complémentaires : 45421000-4 – Travaux de menuiserie ; 45310000-3 – Travaux d'équipement électrique ; 45442100-8 - Travaux de peinture ; 79933000-3 - Services d'assistance à la conception.

## ARTICLE 4 | FORME DU MARCHÉ

Le présent marché, soumis aux dispositions des articles L. 2171-2 et R. 2171-1 du code de la commande publique, est un marché global de conception-réalisation fondé sur des motifs d'ordre technique dont l'utilisation conditionne la conception, la réalisation et la mise en œuvre.

Il est conclu avec un seul groupement d'opérateurs économiques (mono-attributaire).

## ARTICLE 5 | DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

### 5.1 | DURÉE

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement d'un an prenant effet à compter de :

- la date de réception sans réserve des travaux ;
- ou à la levée de la dernière réserve, si des réserves subsistent à l'issue de cette période.

La date de notification correspond à la date de délivrance de la copie dudit marché par le biais du profil d'acheteur du Centre Pompidou (PLACE).

Il n'est pas reconductible.

### 5.2 | DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution seront indiqués dans le CCTP du marché.

Ils comprennent la période de préparation des travaux et le délai d'exécution des travaux. La période de préparation démarre à compter de la date de notification du marché au titulaire.

L'attention des candidats est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés dans le CCTP pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Les observations et remarques éventuelles des candidats à ce sujet devront figurer dans leur mémoire technique.

## ARTICLE 6 | ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti, dès lors que la dévolution en lots séparés est de nature à risquer de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse la réalisation des travaux et l'exécution des prestations objet du présent marché.

## ARTICLE 7 | DISPOSITIONS GENERALES

### 7.1 | DATE DE DEMARRAGE DES PRESTATIONS

La date prévisionnelle et non contractuelle de démarrage des prestations est prévue au mois de décembre 2025.

### 7.2 | LANGUE

Les candidatures, les offres ainsi que les documents de présentation associés seront entièrement rédigées en langue française.

### **7.3 | CAUTION ET GARANTIES EXIGÉES**

Une retenue de garantie est prévue dans les conditions définies à l'article 2.5 de l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP).

### **7.4 | DÉLAI DE PAIEMENT**

Le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture par le Centre Pompidou, en application de l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

### **7.5 | AVANCE**

L'avance est versée dans les conditions de l'article 2.3 de l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières.

### **7.6 | MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT**

Les prestations sont payées sur le budget du Centre Pompidou.

### **7.7 | MOYEN RETENU POUR LE PAIEMENT**

Le paiement des factures est effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal.

### **7.8 | GROUPEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2171-2 du code de la commande publique, le marché objet de la présente consultation est confié à un groupement d'opérateurs économiques.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. Néanmoins, dans ce cas :

- le groupement devra produire le formulaire DC1 présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier ; ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement ;
- chaque entreprise constituant le groupement devra également fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité pour la candidature.

Le Centre Pompidou n'impose aucune forme de groupement.

### **7.9 | SOUS-TRAITANCE**

Pour justifier de ses capacités professionnelles ou techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs sous-traitants.

La sous-traitance est autorisée dans les conditions des articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique. Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants au pouvoir adjudicateur lors de la remise des plis ou en cours d'exécution du marché. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 – déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>

## 7.10 | VISITE

Une visite **obligatoire** du site où seront réalisés les aménagements sera organisée durant la phase offres, afin que les candidats sélectionnés puissent prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par le site.

Les candidats sont invités à solliciter une visite par le biais de la messagerie du profil d'acheteur (PLACE) du Centre : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2830689&orgAcronyme=f5j>.

La visite se fera dans des conditions de stricte égalité entre les candidats ; toute question suscitée par la visite devra être posée sur le profil d'acheteur (PLACE) du Centre Pompidou. Il est conseillé aux candidats de prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation avant de s'inscrire à une visite.

Tous les candidats reconnaissent avoir apprécié toutes les difficultés inhérentes au site existant.

## ARTICLE 8 | VARIANTES ET PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des variantes par rapport aux spécifications définies dans le marché objet de la présente consultation.

Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelle.

## ARTICLE 9 | PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celles du marché pourra être exécutée par le titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## ARTICLE 10 | CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation fourni aux entreprises au stade de la phase candidatures est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation ;
- le cadre de présentation des capacités financières, techniques et professionnelles intégrant :
  - l'identification du candidat ;
  - les effectifs moyens du candidat pour chacune des trois dernières années ;
  - les chiffres d'affaires des trois derniers exercices ;
  - les renseignements relatifs aux principales prestations effectuées par le candidat au cours des cinq dernières années ;
  - la présentation des moyens techniques du candidat ;
- l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement en se connectant sur le profil d'acheteur (PLACE) du Centre Pompidou à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2830689&orgAcronyme=f5j>

## ARTICLE 11 | PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 11.1 | GENERALITES

Dans le cadre de la présente consultation, la remise d'une offre est conditionnée à la remise et à la sélection d'une candidature préalable.

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- être clairs, concis et précis ;
- s'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par le Centre Pompidou.

Les candidats devront remettre obligatoirement un dossier de candidature en vue de leur sélection dans les conditions décrites ci-après.

Ils devront remettre obligatoirement :

- les documents relatifs à la candidature ;
- s'ils sont admis à remettre une offre à l'issue de la phase de sélection des candidatures et dans les conditions définies dans la lettre de consultation qui sera adressée aux candidats concernés, les documents constituant l'offre.

### 11.2 | DOCUMENTS CONSTITUANT LA CANDIDATURE

Au titre de leur candidature, les soumissionnaires devront remettre obligatoirement les documents et renseignements ci-dessous définis :

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE	
Document	Descriptif
<input type="checkbox"/> Lettre de candidature	La lettre de candidature et de désignation du mandataire par ses cotraitants, modèle DC1 ou DUME, à compléter
<input type="checkbox"/> Déclaration du candidat (DC2)	En cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises : les documents listés à l'article 8.9 ci-dessus et notamment la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (modèle DC2)
<input type="checkbox"/> Jugement	En cas de candidature présentée par une entreprise en situation de redressement judiciaire : la copie du jugement prononcé
<input type="checkbox"/> Extrait Kbis	Justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, (K bis de moins de trois mois) avec les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager la société
<input type="checkbox"/> Cadre de présentation	Identification du candidat Les chiffres d'affaires des trois derniers exercices. Le candidat qui se présente en groupement peut s'appuyer sur les chiffres d'affaires des membres de son groupement afin de justifier de ce montant minimum annuel. Les effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années en précisant notamment la qualification du personnel. Les renseignements relatifs à cinq références significatives et



RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE	
Document	Descriptif
	pertinentes, en lien avec l'objet du marché. La présentation des moyens techniques du candidat.
<input type="checkbox"/> Lettre d'intention	<b>une lettre d'intention de cinq pages maximum au format A4 exprimant la compréhension des besoins du Centre Pompidou pour le marché.</b>

*NB : pour les entreprises non établies en France, ces documents sont à fournir au vu des règles d'effet équivalent du pays d'établissement*

### 11.3 | OUVERTURE DES PLIS

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des candidatures puis des offres annoncées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document.

A l'issue de l'ouverture des plis, si le Centre Pompidou constate que des pièces dont la production est demandée sont absentes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai unique pour tous les candidats.

### 11.4 | EXAMEN DES CANDIDATURES ET CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATS

L'analyse des candidatures sera faite selon les dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-4, R. 2144-5, R. 2144-6, R. 2144-7, R. 2144-8 du code de la commande publique au regard des seuls éléments fournis par les candidats.

Après contrôle de la validité des candidatures, les candidats sont jugés sur leurs références professionnelles et l'adéquation de celles-ci avec la présente consultation, selon les critères objectifs et non discriminatoires suivants, étant précisé qu'ils sont identiques :

critère n° 1 :	moyens humains et matériels du candidat mis en œuvre pour l'exécution du marché	40 points
critère n° 2 :	références concernant l'exécution de prestations de nature et d'importance similaires à celles objet du projet de marché	35 points
critère n° 3 :	compréhension du projet par le candidat, appréciée sur la base de la lettre d'intention	25 points

Il est prévu une note éliminatoire globale inférieure ou égale à 50 / 100 points. Seront admis à remettre une offre les trois (3) candidats les mieux classés, sous réserve qu'ils aient obtenu la note minimale de 51 points sur 100.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures s'avère être inférieur au nombre minimal de candidats admis à présenter une offre, le Centre Pompidou poursuivra la procédure avec les candidats disposant des capacités requises.

A l'issue de l'examen des candidatures, selon les dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique au regard des seuls éléments fournis par les candidats, le pouvoir adjudicateur éliminera :

- les candidats en redressement judiciaire dont la période d'observation est inférieure à la durée d'exécution du marché,
- les candidatures incomplètes qui, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de demander des compléments, ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2141-1 et suivants du code de la commande publique,
- les candidats qui ne présentent pas des garanties professionnelles, financières et techniques suffisantes pour l'exécution du marché,
- les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence.

Conformément à l'article R. 2144-8 et R. 2144-9 du code de la commande publique, le Centre Pompidou invitera simultanément et par écrit par le biais de la messagerie de son profil d'acheteur (PLACE) les candidats admis à soumissionner en déposant une offre.

L'invitation comprend au minimum les informations suivantes :

- la référence de la consultation ;
- la date limite de réception des offres, leurs modalités de transmission et la ou les langues autorisées pour leur présentation ;
- la liste des documents à fournir ;
- la pondération ou la hiérarchisation des critères d'attribution du marché si ces renseignements ne figurent pas dans les documents de la consultation ;
- l'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation ont été mis à disposition des candidats.

## **11.5 | DOCUMENTS CONSTITUANT L'OFFRE**

Les candidats admis à remettre une offre à l'issue de la phase de sélection des candidatures devront impérativement remettre les documents listés dans la lettre de consultation qui leur sera adressée le moment venu. Seront notamment attendus :

- l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières à compléter en original par un représentant habilité ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), intégralement complétée ;
- un mémoire technique comprenant *a minima* :
  - le calendrier prévisionnel ;
  - l'analyse des suggestions techniques particulières du projet ;
  - les modalités d'intervention envisagées ;
  - les modalités d'association de la maîtrise d'ouvrage tout long des études et des travaux ;
- un premier chiffrage du projet, exprimé en TTC ;
- l'attestation de visite obligatoire ;
- en cas de présentation d'un sous-traitant dans l'offre (prestations sous-traitées égales ou supérieures à 600 € TTC) : l'acte spécial de sous-traitance.

En cas de discordance entre le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement et la décomposition de ce prix, seul le montant de l'acte d'engagement est contractuel et sera pris en compte lors de l'analyse des offres.

Dans le cas où son offre serait sur le point d'être retenue, le candidat concerné sera invité à mettre la décomposition du prix global et forfaitaire en conformité avec son acte d'engagement ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

## **11.6 | EXAMEN DES OFFRES**

**Seuls les soumissionnaires dont la candidature a été admise en phase « candidatures » pourront remettre une offre.**

À l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article L. 2152-1 du code de la commande publique.

Toutefois, en application de l'article R. 2152-2 du même code, les candidats ayant remis une offre irrégulière pourront, le cas échéant, être invités à régulariser leur offre dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses ; la régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de celles-ci.

## 11.7 | CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

En application de l'article L. 2152-7 du code de la commande publique, le marché est attribué au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

La somme des notes obtenues par les offres des soumissionnaires donne un total sur 100 points. Les offres régulières, acceptables et appropriées sont, conformément à l'article R. 2152-6 du code précité, classées par ordre décroissant, en appliquant les critères d'attribution ci-dessous définis.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la note totale la plus élevée sur 100 points.

Les critères sont les suivants :

Critères	Pondération
<p><b>Critère 1 : Valeur technique de l'offre</b>, analysée au regard des sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>sous-critère 1.1 : adéquation de l'offre technique avec les contraintes définies dans le CCTP et ses annexes ;</li> <li>sous-critère 1.2 : modalités d'intervention et de collaboration avec la maîtrise d'ouvrage ;</li> <li>sous-critère 1.3 : respect du planning prévisionnel ;</li> </ul>	<p><b>50 points, dont :</b></p> <p>10 points</p> <p>20 points</p> <p>20 points</p>
<p><b>Critère 2 : Prix</b>, analysés au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>sous-critère 2.1 : montant total en euros hors taxes renseigné à l'article 2.5 de l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières</li> <li>sous-critère 2.2 : cohérence de la décomposition du prix global et forfaitaire par élément de mission</li> </ul>	<p><b>40 points, dont :</b></p> <p>30 points</p> <p>10 points</p>
<p><b>Critère 3 : Part d'exécution du marché que le candidat envisage de confier à une petite ou moyenne entreprise (PME) ou un artisan</b>, sur la base du taux renseigné à l'article 2.6.2 de l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) conformément aux dispositions de l'article L. 2171-8 du code de la commande publique.</p> <p><i>En application de l'article R. 2171-23 du code de la commande publique, si le titulaire d'un marché global n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L. 2171-8, est fixée à 20 % du montant prévisionnel du marché, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.</i></p>	<p><b>10 points</b></p>

Méthode de notation utilisée pour l'analyse des critères :

### Calcul de la note pour un critère ou sous-critère relatif à la valeur financière

Note du candidat jugé = 
$$\frac{\text{prix de l'offre la plus basse} \times [\text{nombre de points fixé dans l'AAPC ou le RC}]}{\text{prix du candidat jugé}}$$

### Calcul de la note pour un critère ou sous-critère relatif à la part du marché confiée à une PME ou un artisan

## 25-CP04-069-MA - RC

Note du candidat jugé =  $\frac{\text{taux proposé par le candidat jugé} \times [\text{nombre de points fixé dans l'AAPC ou le RC}]}{\text{taux le plus élevé}}$

### Calcul de la note pour un critère ou sous-critère lié aux aspects qualitatifs et techniques d'une offre

Pourcentage de la note retenue	Appréciation du critère ou du sous-critère	Définition de l'appréciation
0	<b>Sans objet</b>	Le candidat n'a pas fourni l'information ou le document demandé spécifiquement dans l'AAPC ou dans les documents de consultation, sans toutefois que cette omission soit constitutive d'une offre irrégulière.
15%	<b>Insuffisant</b>	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé spécifiquement dans l'AAPC ou dans les documents de consultation mais son contenu ne répond pas aux attentes minimales du pouvoir adjudicateur.
30%	<b>Partiellement suffisant</b>	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé spécifiquement dans l'AAPC ou dans les documents de consultation mais le contenu ne répond que partiellement aux attentes minimales du pouvoir adjudicateur.
50%	<b>Suffisant</b>	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé spécifiquement dans l'AAPC ou dans les documents de consultation. Le contenu répond aux attentes minimales sans présenter d'avantage particulier pour le pouvoir adjudicateur.
65%	<b>Avantageux</b>	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé spécifiquement dans l'AAPC ou dans les documents de consultation. Le contenu répond aux attentes minimales du pouvoir adjudicateur et présente un avantage particulier par rapport à celles-ci.
80%	<b>Intéressant</b>	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé spécifiquement dans l'AAPC ou dans les documents de consultation. Le contenu répond aux attentes minimales du pouvoir adjudicateur et présente deux avantages particuliers par rapport à celles-ci.
100%	<b>Excellent</b>	Le candidat a fourni l'information ou le document demandé spécifiquement dans l'AAPC ou dans les documents de consultation. Le contenu répond aux attentes minimales du pouvoir adjudicateur et présente plus de deux avantages particuliers par rapport à celles-ci.

Le candidat ne pourra se prévaloir d'erreurs sur les prix non décelées par le pouvoir adjudicateur.

D'une manière générale, les prix indiqués en lettres priment sur ceux indiqués en chiffres. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder à la correction de toute erreur manifeste et purement matérielle dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi.

À l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article R. 2152-1 et -2 du code de la commande publique, le cas échéant après mise en œuvre de la faculté dont dispose le pouvoir adjudicateur de régulariser les offres.

## 11.8 | NEGOCIATIONS

Le Centre Pompidou classera les offres initiales au regard des critères indiqués à l'article 11.7 ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. S'il n'utilise pas cette possibilité, les modalités de négociations sont décrites ci-après.

Les négociations seront engagées avec les trois candidats les mieux classés ayant présenté une offre initiale à la condition que celle-ci ne soit ni inappropriée au sens de l'article L. 2152-4 du code de la commande publique, ni jugée anormalement basse au sens de l'article L. 2152-5 du code de la commande publique. Les candidats ayant remis une offre inappropriée ou anormalement basse sont éliminés.

L'objectif des négociations est d'obtenir une offre la plus apte à répondre aux besoins exprimés dans les documents de la consultation. Les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre et seront menées dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats et du secret industriel et commercial.

A la suite de l'analyse des offres initiales, le pouvoir adjudicateur pourra engager les négociations suivant les modalités définies dans la lettre de consultation adressée aux candidats admis à remettre une offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser plusieurs tours de négociations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les négociations sont achevées, il fixe une date limite de remise des offres finales identique pour tous les candidats en lice dans le cadre des négociations pour leur permettre de modifier leurs offres et, le cas échéant, de les présenter à nouveau. Les offres finales doivent être complètes, toutes les modifications apportées à l'offre initiale en cours de négociation étant consolidées, et conformes au DCE dans le dernier état de sa rédaction.

Les candidats remettent leur dernière et meilleure offre. Les dispositions des articles R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique s'appliquent alors à ces offres finales.

Les offres initiales comme les offres finales sont jugées selon les critères définis à l'article 11.5 ci-dessus.

## **11.9 | DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE**

La durée de validité des offres est de 180 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

## **11.10 | MISE AU POINT DU MARCHÉ**

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que les modifications puissent remettre en cause ses caractéristiques substantielles.

# **ARTICLE 12 | CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS**

## **12.1 | CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES**

Conformément aux articles L. 2132-2 et R. 2132-3 du code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres est effectuée **uniquement par voie électronique** sur le profil d'acheteur du Centre Pompidou :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2830689&orgAcronyme=f5j>

L'offre dématérialisée doit être reçue par le Centre Pompidou avant les dates et heure fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document, sous peine, à défaut, d'élimination.

Le candidat peut, parallèlement à la remise de son offre par voie électronique, transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou électronique dans les conditions de l'article 20 ci-dessous.

## 12.2 | SIGNATURE DES OFFRES

La signature des offres au stade de la remise des offres n'est pas obligatoire.

Néanmoins, si les opérateurs économiques souhaitent apposer une signature, celle-ci doit être électronique. Le cas échéant, celle-ci est réalisée au moyen d'un certificat de signature électronique et dans les conditions de l'annexe n° 12 au code de la commande publique.

**Attention** : un dossier compressé signé ne vaut pas signature de chaque document contenu dans le dossier et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les candidats sont informés que le marché pourra faire l'objet d'une signature électronique au sens des dispositions de l'annexe n° 12 au code de la commande publique.

## ARTICLE 13 | MODIFICATIONS DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Centre Pompidou se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des **modifications de détails** au dossier de consultation.

Le délai de 6 jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyées aux entreprises candidates.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 14 | RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres une demande écrite sur la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite pour la réception des offres.

**Il ne sera répondu à aucune question orale.**

## ARTICLE 15 | PRIME

Une prime est accordée aux candidats admis à la phase offres et ayant remis une étude exigée lors de cette phase.

Cette prime sera d'un montant de 5 000 € HT.

Conformément à l'article R. 2151-15 du Code de la commande publique, pour le futur attributaire le montant de la prime est déduit de la rémunération du titulaire du marché.

En application des dispositions de l'article R. 2371-8 du code de la commande publique, la prime peut être :

- réduite en cas de note technique inférieure à la moitié des points sur le critère de la valeur technique (soit moins de 30 / 60 points) ;
- la suppression :
  - en cas d'absence de remise de mémoire technique ;
  - en cas de note technique inférieure à 10 / 60 points.

## ARTICLE 16 | COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Tous les candidats seront avisés des résultats de la consultation, conformément à l'article L. 2181-1 du code de la commande publique.

## ARTICLE 17 | VOIES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures éventuelles de recours est :

Tribunal administratif de Paris  
7, rue de Jouy | 75181 Paris cedex 04  
Tél. : 01 44 59 44 00 | Fax : 01 44 59 46 46  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

Les renseignements relatifs à l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.

# ANNEXE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION RELATIVE AUX MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

## ARTICLE 18 | PROCEDURE DE DEPOT DES PLIS ELECTRONIQUE

### Avertissement technique :

- en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo ;
- l'attention des candidats est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est en effet la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée. Les candidats sont donc invités à intégrer les marges de manœuvre nécessaires à leur processus de réponse, et à tenir compte des délais d'acheminement ;
- le Centre Pompidou ne peut être tenu pour responsable du délai d'acheminement d'un pli électronique.

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée à l'Œci-dessus est nul et non avenue.

Les candidats disposent, sur le profil d'acheteur du Centre Pompidou, d'une aide pour les procédures électroniques qui exposent le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres.

L'entreprise s'efforcera préalablement de contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le Centre Pompidou peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

## ARTICLE 19 | SIGNATURE ELECTRONIQUE

Les candidatures et offres électroniques ou envoyées sur support physique électronique sont signées par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique de niveau 3, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation.

Le certificat doit être valide lors de la signature.

L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable, il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.

Chaque document pour lequel une/des signature(s) est (sont) demandée(s) dans le présent règlement de la consultation doit être signé électroniquement. Une simple signature du dossier zip est insuffisante.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les documents constitutifs de l'offre du candidat sont signés électroniquement selon les modalités détaillées ci-dessous.



Par application de l'annexe n° 12 au code de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire ;
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

## **19.1 | EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE**

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité demandé (niveau 3).

### **19.1.1 1er cas : Certificat émis par un prestataire de services de confiance qualifié**

Des certificats de signature qualifiés RGS sont commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés. La liste des organismes habilités par l'ANSSI à qualifier des prestataires de service de confiance est disponible à l'adresse suivante : <https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **19.1.2 2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation du Centre Pompidou « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité demandé (niveau 3), et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

### **19.1.3 Justificatifs de conformité à produire**

Le signataire transmet les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...). Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

## **19.2 | OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

### **19.2.1 Cas 1**

Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE. Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

## 19.2.2 Cas 2

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'annexe n° 12 du code de la commande publique, lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
2. Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

**Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :**

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est obligatoire ;
- Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

### **Signature électronique en cas de sous-traitance :**

Dans le cas où un sous-traitant est déclaré au stade de la candidature, celui-ci peut joindre un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4). Cet acte spécial doit être signé conjointement ET électroniquement par le candidat et son sous-traitant.

## **ARTICLE 20 | MODALITES DE TRANSMISSION D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE**

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique. L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde portera, outre l'adresse ci-dessus, la mention suivante en haut à gauche : « 25-CP04-069-MA - Conception-réalisation rez-de-rue Lumière – NE PAS OUVRIR – Copie de sauvegarde ».

Toute copie de sauvegarde doivent parvenir à destination avant la date et heure limites fixées dans l'avis d'appel public à la concurrence et sur la page de garde du présent document :

- soit par courrier (sous pli recommandé avec accusé de réception) à l'adresse suivante :  
Centre Pompidou  
Service de l'achat public  
4 rue Brantôme  
75191 PARIS
- soit déposée sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9 h 30 à 12 h30 et de 14 h30 à 17 h à la même adresse.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres. Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Centre Pompidou ;
- lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au Centre Pompidou dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte, le Centre Pompidou procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.